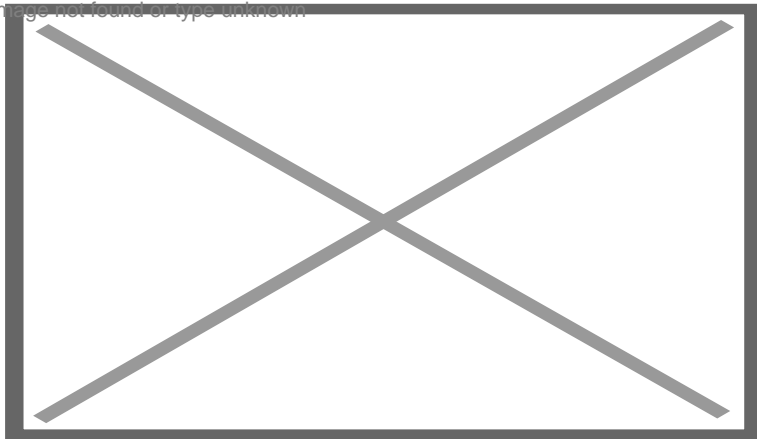


Cuba: une marche de faux jetons

Par Angel Guerra Cabrera*

Image not found or type unknown.



Yunior García, un dissident Made in USA

La cinquième colonne mercenaire des États-Unis à Cuba appelle à une marche «civique», prétendument pacifique, le 15 novembre dans plusieurs villes de l'île. Il s'agit d'une nouvelle étape sur la voie d'un coup d'État en douceur et d'un changement de régime qui suit le modèle des textes de Gene Sharp et des manuels d'opérations spéciales américains. Tout comme les «guarimbas» au Venezuela, les «tranques» au Nicaragua et les révolutions de couleur en Syrie et dans les pays d'Europe de l'Est.

Yunior García Aguilera et Manuel Cuesta Morúa présentés comme les organisateurs, ont signé un document adressé aux autorités de huit provinces de l'île pour les informer de la marche. Ils ont immédiatement reçu le soutien de hauts fonctionnaires des États-Unis, des inévitables législateurs cubano-américains, des médias hégémoniques et des terroristes d'origine cubaine basés à Miami. Parmi eux, notamment, les archi-criminels Ramon Saul Sanchez et Orlando Gutiérrez-Boronat, dont les organisations reçoivent des fonds importants du trésor américain.

Tout cela a été documenté par Cuba. Ramon Saul Sanchez est l'un des opérateurs de Yunior García à Miami. Aucune personne informée ne peut croire les invocations de ces personnages à la liberté et à la démocratie, que Cuba a d'abord et finalement gagnées lorsque la Révolution a aboli la domination impérialiste sur l'île. Ni leurs appels à la libération de prisonniers dits politiques qui, en réalité, sont des ennemis acharnés, huilés aux fonds yankees, de l'ordre constitutionnel socialiste ratifié en 2019 par plus de 85 % de l'électorat. Ou encore des vandales qui, se conformant aux slogans de haine débridée constamment émis par les nombreux haut-parleurs des médias anti-cubains de Miami, ont attaqué des policiers et détruit des biens publics, profitant des eaux troubles du 11 juillet.

Pour couronner le tout, Juan González, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche pour l'hémisphère occidental, a souligné que les États-Unis «agiraient» si les organisateurs étaient poursuivis, reconnaissant ainsi de manière évidente qui est réellement derrière l'organisation et le financement de la marche.

Ajoutez à cela l'activisme frénétique de l'ambassade des États-Unis à La Havane, dont les fonctionnaires mènent des activités que leur pays n'admettrait jamais à un diplomate étranger sur son territoire, et de Brian Nichols, sous-secrétaire d'État pour l'hémisphère occidental, le twitteur de la marche.

Le peuple cubain est un exemple de résistance, porteur de profonds sentiments patriotiques, de valeurs morales et de principes politiques, approfondis pendant la période révolutionnaire sous la direction incomparable de Fidel. Il sait que les mercenaires de l'empire vivent et parcourent le monde à toute vitesse pendant que des millions de personnes endurent stoïquement les cruelles rigueurs du blocus, ultra renforcé par Trump pendant la pandémie, et maintenu intact par Biden contrairement à ce qu'il avait promis dans sa campagne électorale.

Il sait que les mercenaires réclament le renforcement du siège nord-américain et il connaît leur complicité avec ceux qui, depuis la Floride, appellent sans vergogne, jour après jour, à une intervention militaire à Cuba. Il sait qu'ils manquent d'idéaux et n'ont d'autre projet que de détruire la révolution et les sentiments de solidarité et de fraternité avec les peuples du monde qu'elle a semés, de balayer ses réalisations en matière de justice sociale, d'éducation, de santé et de jouissance de la culture et des loisirs pour tous, de liquider la souveraineté et l'indépendance obtenues avec le sang des générations. Restaurer, en somme, le capitalisme mafieux néocolonial qui a prévalu jusqu'au triomphe révolutionnaire, avec ses indignités, qui serait désormais teinté du néo-libéralisme putride de Miami.

La marche est illicite car elle viole plusieurs articles de la Constitution.

Il est parfaitement compréhensible que La Havane, forte de la loi, empêche cette incitation grossière de la contre-révolution subordonnée à Washington, en violation de la Constitution et de l'ordre que les Cubains ont démocratiquement établi pour eux-mêmes.

Le président Díaz-Canel a été catégorique: «nous n'allons pas légitimer l'action impérialiste dans la politique interne».

*Commentaire paru dans le journal mexicain La Jornada

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/275611-cuba-une-marche-de-faux-jetons>



Radio Habana Cuba